



Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice, « RRSSJ »

## COORDINATION PROVINCIALE DU NORD-KIVU

Tél. : 0997720450-0820018584 Emails : [nordkivu@rrsj-rdc.org/](mailto:nordkivu@rrsj-rdc.org/)  
[goyonmilemba@gmail.com](mailto:goyonmilemba@gmail.com)

---

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel  
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

*Projet d' :*

**« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République démocratique du Congo »**

**RAPPORT MENSUEL PROVINCIAL DU NORD-KIVU  
MARS 2014**

## I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE DU MOIS DE MARS

Le mois de mars reste marqué dans la province du Nord-Kivu par la tenue de la deuxième session ordinaire de la conférence minière dans la ville de Goma, qui a eu une influence positive sur la situation sécuritaire de la ville, du moins dans le cadre du séjour des hautes autorités gouvernementales, venues de Kinshasa et autres invités de marque venu d'autres provinces et d'autres pays....

Ce mois, dédié à la femme, a été celui de l'opération de bouclage des motos dépourvues de plaque d'immatriculation, du numéro d'identification des services de la Mairie de Goma ainsi que des casques appropriés aux « motards » et à leurs clients.

Malgré le succès récolté sur terrain, cette opération a été une occasion pour certains policiers véreux de se manifester dans les actes de barbarie, d'extorsion, etc..

La situation sécuritaire a été relativement calme dans certaines villes de la province . Par contre, elle est demeurée préoccupante dans les Territoires de :

- Nyirangongo : le groupement de Monigi, localité de Murambi, située à près de 3 kilomètres au Nord-est de l'aéroport international de Goma est sous l'emprise des militaires rwandais depuis le mois de novembre 2013, sans que la voix des mécanismes élargis de la CIRGL, installés dans la ville de Goma, ne s'émeuve. Cette position inconfortable et instable crée la psychose dans la population qui n'accède pratiquement plus aux champs, redoutant le pire. Car, elle a encore frais en mémoire le cas d'enlèvement de Monsieur Huseni SEBURO Justin, âgé de 25 ans et père de 3 enfants, dans la localité de Murambi alors qu'il se rendait dans son champ<sup>1</sup>.
- Rutshuru : il a été signalé depuis le 26 mars 2014.<sup>2</sup> , la présence de militaires ougandais dans certaines localités. Monsieur Moustapha HADJI a été enlevé puis relâché deux jours après, moyennant une rançon de 6 500\$...
- Masisi : une accalmie timide a été observée dans certaines localités après des violents combats ayant opposé les forces FARDC et les APCLS (Alliance de Patriotes pour un Congo Libre et Souverain).
- Beni : les FARDC continuent le ratissage contre les rebelles ougandais d'ADF-NALU...

En définitive, la situation sécuritaire dans l'ensemble de la province demeure timide voire à déplorer car certains cas de vols à mains armées, de pillages, les coupeurs de routes, des tueries ou assassinats ciblés et bien d'autres formes de barbarie humaine continuent d'être signalés par ci par là dans les villes et territoires qui composent la province du Nord-Kivu. C'est le cas dans la ville de Goma, Beni, Walikale, Rutshuru et Lubero et bien ailleurs, passés sous contrôle des FARDC ou de la PNC. Certaines zones se sont des groupes armés et/ou bandes armées qui font la loi et y installe une administration parallèle.

---

<sup>1</sup> Le Point Focal du RRSSJ et la Société Civile du Territoire de Nyirangongo renseignent que la personne enlevée depuis le 21 mars 2014 serait amenée dans la ville rwandaise de Gisenyi et qu'elle serait détenue au lieu communément appelé « Brigade ». Les militaires rwandais sont visibles au lieu d'enlèvement et interdisent toutes prises de photo. Contacté à ce sujet, le Commandement des FARDC dit attendre l'ordre de Kinshasa...

<sup>2</sup> Bureau de l'Assemblée Provinciale du Nord-Kivu et la Société civile locale.

## II. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE EN PROVINCE

### 2.1. Actions menées par les acteurs étatiques

En marge des actions menées par les acteurs étatiques au cours du mois de mars, il y a lieu de souligner l'organisation de la 2<sup>ième</sup> édition de la Conférence minière dans la ville de Goma, soit du 24 au 25 mars 2014. Cette conférence a réuni les membres du Gouvernement central, ceux des Gouvernements provinciaux, les acteurs impliqués dans les secteurs miniers, des hydrocarbures, forestiers et pétroliers ainsi que les acteurs de la Société Civile.

La conférence avait comme entre autres objectifs : assurer les mécanismes de suivi, de traçabilité et de gestion rationnelle de l'exploitation, l'exportation et de l'exploration de ressources naturelles en vue de garantir le développement durable de la RDC et de permettre aux investisseurs étrangers d'affecter leurs capitaux en toute quiétude.

L'occasion était donc propice pour faire un état des lieux des conditions sécuritaires dans les mines dans la province du Nord-Kivu et dans d'autres provinces du pays.

Hormis cette conférence, l'ouverture de la session ordinaire de mars à l'Assemblée Provinciale, au tour de laquelle la population Nord-Kivu attend des améliorations de conditions de vie et surtout la lutte contre l'insécurité.

Dans cette même optique, au niveau des autorités locales et commandement de la Police Nationale Congolaise, en marge de ce mois de mars, la Mairie de Goma en collaboration avec le Commissariat Provinciale de la PNC après avoir arrêté une mesure contraignante, ceux-ci ont organisés en début de ce mois un bouclage systématique à l'égard de taximan motos de la ville de Goma pour leurs immatriculation et enregistrement aux fins d'assurer et de garantir à la population une circulation saine et sécurisée.

En rapport avec les actions réalisées par le Commandement des FARDC du Nord-Kivu, on peut retenir les opérations menées contre les rebelles ougandais d'ADF-NALU dans le Territoire de Beni ; viennent ensuite les attaques des FARDC contre les APCLS dans le Masisi.

Sur le plan juridique et judiciaire, les tâches accomplies ont été celles de la poursuite des audiences publiques, relatives aux dossiers de viols commis par des militaires des FARDC, lors de leur repris de la Cité de Minova [province du Sud-Kivu].

#### a. De la réforme de la Police Nationale Congolaise

Tel que mentionné dans le rapport précédent : après les opérations de remise des cartes biométriques aux policiers, certains d'entre eux n'ont pas eu à obtenir leurs cartes de services suites à quelques anomalies d'ordre administratifs et comme cela a été reconnu par l'hierarchie, au cours du mois mars les actions de plaidoyer sont en train d'être menées au niveau de Kinshasa afin que les policiers qui n'ont pas obtenu

leurs cartes puissent les retrouver et qu'au finish, les conditions de vie soient améliorées en vue de l'avènement d'une police réellement républicaine, professionnelle, à l'écoute et proche de la population, respectueuse des droits de l'homme, redevable...

Le Centre d'Instruction de Mugunga, dans la ville de Goma, est devenu l'Ecole de Police pour la province du Nord -Kivu.



*Une vue de rassemblement des policiers au Centre d'Instruction de Mugunga [Photo RRSSJ]*

## **b. De la réforme de l'Armée**

La réforme de l'Armée dans la province du Nord-Kivu n'est pas vraiment perceptible. Hormis les opérations militaires menées dans le « grand-nord » de la province, les actions concrètes touchant la réforme de l'Armée n'existent pas dans la province, du moins à l'heure actuelle.

### **2.2. Actions menées par les acteurs non étatiques**

a) Au sujet des actions d'interaction entre le RRSSJ et les acteurs étatiques la Coordination provinciale du RRSSJ/Nord-Kivu a suivi de près les informations relatives aux violations des droits humains ainsi que celles se rapportant à la situation sécuritaire, dans l'ensemble de la province. Ces informations ont été partagées, le cas échéant, avec d'autres acteurs impliqués dans la réforme du secteur de sécurité, tant au niveau local que national.

C'est dans ce cadre que les actions de plaidoyer et de lobbying sont régulièrement menées, en faveur de l'implémentation de la doctrine de Police de Proximité dans les villes et territoires de la province.

Partant des actions de plaidoyer, au cours du mois de mars le bureau provincial du RRSSJ au Nord-Kivu a intensifié ses contacts avec les autorités policières, urbaines, communales pour certains cas d'insécurité persistante dans les quartiers et rues de villes ou territoires où de cas précis ont été signalés par les équipes RRSSJ sur terrain.

b) Partant du travail avec les communautés locales, au cours du mois de mars, le RRSSJ Nord-Kivu a facilité des réunions d'ordre sécuritaire avec les populations de quartiers de la ville de Goma, auprès des autorités de base et ce, dans l'objectif d'évaluer la situation sécuritaire au niveau des rues et quartiers.

Des mesures concertées sont conjointement arrêtées avec la base et les autorités locales : c'est le cas de la réunion des quartiers Kyeshero et Majengo, dans les Communes de Goma et Karisimbi.

En plus de ces réunions, les membres de la Coordination Provinciale ont été associés à plusieurs ateliers de renforcements des capacités des acteurs de la Société Civile ; notamment la session de formation sur « *Combattre les violences faites à la femme pendant les situations de conflits, après les conflits et dans les ménages* », organisée à Goma, du 26 au 28 mars 2014, par le Réseau des Organisations Féminines en Afrique Francophone « ROFAF ».

c) En ce qui concerne l'implication des médias dans la mise en œuvre des activités de terrain, dans le but de capitaliser l'impact des activités sur terrain, l'équipe de coordination du RRSSJ/Nord-Kivu a toujours associé les médias locaux dans ses activités. C'est la raison pour laquelle celle-ci est invitée, de temps à temps, à intervenir dans des émissions radiodiffusées aux fins de développer les sujets faisant l'actualité, en rapport avec la situation sécuritaire et la réforme de la justice..

### **III.PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA BASE ET RESULTATS OBTENUS AU COURS DU MOIS DE MARS**

#### **3.1. Préoccupations majeures recueillies auprès des communautés locales**

Etant donné que la situation sécuritaire reste précaire dans presque l'ensemble de la province du Nord-Kivu, les communautés locales ne peuvent que se préoccuper de la dégradation de leur sécurité dans leurs villages et villes respectifs. D'où ces préoccupations :

- la recrudescence de l'insécurité causant la désolation, les assassinats ciblés, meurtres, enlèvements et bien d'autres formes de barbarie;
- les conflits coutumiers et fonciers qui déchirent le Territoire de Nyiragongo ;
- l'encadrement des enfants de la rue qui sèment l'insécurité dans la ville de Goma en tracassant les paisibles citoyens ;
- l'absence des camps militaires, mettant ainsi les militaires aux cotés de la population ;
- l'occupation de la localité de Murambi, en Groupement Monigi, par les militaires rwandais en territoire de Nyiragongo au Nord-Kivu ainsi que dans certaines localités du Territoire de Rutshuru où, depuis le 26 mars 2014, l'on signale la présence de militaires ougandais, etc.

### a) De la réforme du secteur de sécurité

Le processus de la réforme du secteur de sécurité au Nord-Kivu, tout comme au niveau national, reste l'idéal voire le cheval de bataille du pouvoir central. Certes, celle-ci connaît de difficultés d'ordres techniques, politiques et financières dans sa matérialisation sur terrain, mais il y a lieu de reconnaître quelques avancées significatives au niveau de la Police Nationale Congolaise, contrairement au niveau de l'Armée où il y a encore trop à faire [coordination des efforts des partenaires impliqués, prise des mesures d'application de la Loi portant organisation et fonctionnement des Forces armées... .



*Le Coordonnateur du RRSSJ/Nord-Kivu, échangeant avec la délégation de DAI Integrity, en séjour à Goma [Photo RRSSJ]*

### b) Mise en œuvre de l'Accord- cadre et de la Résolution 2098

La mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis Abeba au niveau de la province au cours du mois de mars n'a pas d'ampleur sur terrain. Bien au contraire, des cas de non respect des engagements observés sur le terrain : l'occupation de la localité de Murambi [Territoire de Nyiragongo et certaines d'autres localités dans le Territoire de Rutshuru] laisse à croire que la mise en œuvre de cet Accord n'est pas efficace et efficiente, l'activisme accru des certains groupes armés semant la désolation et les violations des droits humains suscite un certain pessimisme en ce qui concerne la stabilité et la restauration rapide de la paix au Nord-Kivu et – dans une large mesure – sur l'ensemble de la région des Grands-Lacs

La crise entre les tribus en province démontre le travail harassant à faire, dans le cadre de la réconciliation.

Partant de l'élan de la Résolution 2098, il y a des avancées significatives en ce qui concerne la neutralisation de certains groupes armés nationaux et étrangers. Ceci se manifeste surtout dans l'implication de la Force d'intervention de la MONUSCO dans

les opérations menées contre les FDLR, dans le Parc national de Virunga ainsi qu'à d'autres groupes armés comme l'ADF-NALU, dans le Territoire de Beni.

### 3.2. Résultats obtenus au cours du mois

- Les réunions facilitées par la coordination provinciale du RRSSJ/Nord-Kivu au nom des communautés locales auprès des autorités de base et locales ont eu un impact positif en ce qui concerne certains cas d'insécurité perpétrés par les éléments de la PNC et les FARDC, ceci est le cas dans le quartier Kyeshero, Commune de Goma.
- Après avoir recueilli les préoccupations majeures auprès des communautés locales, les actions de plaidoyer et de lobbying ont été organisées au niveau local par la Coordination Provinciale du RRSSJ/Nord-Kivu.
- Des visites de partenaires nationaux qu'internationaux impliqués dans la réforme du secteur de sécurité ont été obtenues.

Les rapports d'activités planifiées et réalisées ont été partagés avec d'autres partenaires nationaux et internationaux impliqués dans la RSS et la justice, etc.

## IV. ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

### 4.1. Les enjeux

- L'éradication totale des groupes armés nationaux et étrangers ;
- Le processus d'intégration dans les FARDC après une formation préalable ;
- L'insertion sociale pour ceux là qui ne veulent pas intégrer les FARDC ;
- La création des mécanismes appropriés de désarmement et de rapatriement des groupes armés étrangers dans leurs pays d'origine ;
- La création des mécanismes de dialogues au niveau de pays d'origine pour les groupes armés en vue de consolider la paix et la démocratie dans la région des Grands Lacs d'Afrique, etc.

### 4.2. De défis

Les éléments ci-haut énumérés constituent en même temps de grands défis à relever afin de consolider la paix, la stabilité, la démocratie et de garantir le développement durable dans la province du Nord-Kivu et dans la région, en général.

### 4.1. De recommandations majeures

- ✚ Obtenir des Etats de la région le respect de l'Accord-cadre d'Addis Abeba ;
- ✚ Que le Mécanisme National de Suivi effectue des descentes au Nord-Kivu pour connaître l'élan de l'Accord-cadre dans une province proche des Etats voisins signataires;
- ✚ Que le processus de la réforme du secteur de sécurité soit couronné d'une volonté politique ferme du Gouvernement central, surtout en ce qui concerne l'Armée ;

- ✚ Assurer le suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et relever des sanctions à ceux qui le viole ;
- ✚ Eviter les politiques d'urgence pour des actions pérennes [Communauté internationale]...



*Bouclage et contrôle dans la ville de Goma : plusieurs motos saisies par la Police de Circulation Routière  
[Photo RRSSJ]*

**Le RRSSJ/Nord-Kivu**